

Au sommaire

Page 1 :

- l'édito

Page 2 :

- un marin-pêcheur pas comme les autres

Page 3 :

- l'association Exister fait des constats inquiétants sur la souffrance au travail à Fécamp

Pages 4 à 7 :

- grande enquête sur les laboratoires d'analyses médicales

Page 8 :

- débats houleux au sein du Nouveau Front Populaire

AUTONOMIE 8 Mars 2025

RDV à l'Hôtel de ville de Fécamp



11H00

Marche pour le droit des femmes

DressCode : Violet

POING LEVE ET MAIN TENDUE

Les nuages s'amoncellent pour les peuples et pour le monde du travail. Le retour de Donald Trump aux affaires a des conséquences graves : l'Europe et particulièrement l'Ukraine sont abandonnées en rase campagne face à Vladimir Poutine, Trump veut annexer le Groënland, le Panama et la Canada, il veut déporter les palestiniens de la bande de Gaza pour en faire une « nouvelle riviera ». Le droit à l'avortement est remis en cause aux USA, les services publics sont démantelés. Et partout dans le monde, Donald Trump et son bras droit Elon Musk apportent leur soutien à l'extrême-droite, non sans succès comme le prouve le score de 20 % réalisé par les nostalgiques du III^e Reich aux dernières élections en Allemagne

En France, François Bayrou a échappé à la censure grâce à l'abstention du Rassemblement National, en échange d'une mise en cause du droit du sol (le « jus soli »), droit qui existe en France depuis 1515, a été conforté par la Révolution Française de 1789. Même le régime raciste et antisémite de Vichy n'avait pas osé s'y attaquer. Marine Le Pen, si. Avec le soutien de l'opportuniste François Bayrou, qui a repris à son compte le fantasme lepéniste de la « submersion migratoire ». Derrière ces manœuvres d'arrière-boutique se profile le fantasme

d'une « pureté naturelle » où le « vrai » Français ne pourrait être que blanc de peau et chrétien. Un fantasme qui met sous le tapis le fait que jamais le travail des salariés n'a été aussi mal récompensé, que jamais les riches n'ont été aussi riches, que jamais la dignité des plus démunis n'a été autant bafouée, que jamais la transition écologique n'a été à ce point oubliée dans les choix politiques nationaux

Et la gauche, dans tout ça ? Clairement, elle a encore des progrès à faire pour être à la hauteur de ces enjeux, pour en finir avec les polémiques stériles qui agitent ses rangs. Les communistes veulent travailler à dépasser les obstacles au sein de la coalition du Nouveau Front populaire qui empêchent la gauche d'être majoritaire. C'est possible si tous les acteurs de la gauche veulent bien sortir de leur entre-soi et s'ouvrir aux associations, aux syndicats, aux acteurs de la vie civile. On peut construire une majorité sur des valeurs humanistes, démocratiques, sociales et écologiques. C'est pour cette raison de bon sens que les communistes de Fécamp apportent tout leur soutien aux habitants de notre cité qui ont lancé le « [Printemps Fécampois](#) » pour les élections municipales de l'année prochaine. C'est la bonne méthode pour gagner un vrai changement

UN MARIN-PECHEUR PAS COMME LES AUTRES



Damien Becquart n'est pas un pêcheur comme les autres : jusqu'en juillet 2024, il était l'assistant parlementaire du député communiste de Dieppe Sébastien Jumel. A l'occasion de la Saint-Pierre des marins, le Rouge-Gorge a décidé de lui consacrer ces quelques lignes

« Depuis la permanence, qui se situait quai Duquesne, j'avais vue sur le bassin de pêche, les bateaux entraient et sortaient au gré des marées ». [Ensemble, avec Sébastien Jumel ils ont pris en charge de nombreux dossiers défendant la pêche et ses professionnels.](#) Hélas, la victoire d'un illustre inconnu du RN aux dernières élections a



rebatu les cartes
« Je voulais faire évoluer mon travail vers ce domaine », ajoute-t-il. Comme il le dit en souriant : « On n'a qu'une vie ! » Alors, avec l'aide très active de Sébastien Jumel, il envoie des dossiers à l'organisme régional paritaire en charge du financement de sa formation au lycée maritime Anita-Conti, de Fécamp. A 56 ans le Dieppois voit sa première demande rejetée car trop en dehors des cadres habituels. Mais Damien Becquart est ténace, il fait appel de cette décision et obtient un avis favorable en septembre 2023

Matelot de pont

Au terme de deux mois et demi de formation, Damien Becquart obtient son certificat de matelot de pont, dans le secteur de la

pêche... « Je prends ce virage professionnel avec modestie, confie-t-il. J'ai tout à apprendre ». Il a déjà participé à quelques marées au cours de sa formation, en tant qu'observateur, sur plusieurs bateaux.

Le grand bain le 1er octobre

Le premier octobre, Damien embarquera sur le Crin Blanc, un coquillard de la baie de Seine « Je suis heureux et fier de la confiance qui m'est faite. On doit pouvoir compter les uns sur les autres » et il aimerait que plus de jeunes choisissent ce métier : « Ça a du sens de travailler pour nourrir les gens. ». Mais son regard sur la pêche reste aussi politique : « ce beau métier est parfois un peu diabolisé par certaines sphères parisiennes ». Le bashing anti-pêche systématique de quelques organisations non gouvernementales, l'inquiète. Ce dénigrement touche aussi l'agriculture. « Pourtant, il ne faut pas oublier que ces métiers ont des règles, tout est très encadré », rappelle le marin-pêcheur. Et il y a du travail dans ces secteurs. « La réputation de beaucoup de domaines économiques est réductrice. » Pour Damien qui a écrit avec Sébastien Jumel tant d'articles, de discours et de communiqués de presse, qui a côtoyé les politiques à Paris, le changement de vie est radical... « Il y avait de l'adrénaline mais dans la pêche aussi » conclut-il en souriant

Heil Tesla !

Dans le film « Docteur Folamour », de Stanley Kubrick, l'acteur Peter Sellers joue le rôle d'un général américain paranoïaque obsédé par l'idée de raser l'URSS par un bombardement nucléaire. Tout au long du film, il doit retenir son bras pour l'empêcher de se tendre dans un salut nazi incontrôlé.



Manifestement, Elon Musk, lui, ne se retient plus depuis la victoire de son poulain Donald Trump : à deux reprises, Elon Musk [a fait le salut nazi lors du meeting d'investiture de Donald Trump](#), Après avoir bruyamment apporté son [soutien aux partis d'extrême-droite allemand et anglais](#).

Peut-être était-ce juste un souvenir de son enfance dans l'Afrique du Sud de l'apartheid dont les idéologues ne cachaient pas leur « inspiration » nazie ? Mais de tout cela, vous ne saurez rien si vous lisez « Les échos », journal propriété du milliardaire Bernard Arnault. Qui était présent au meeting de Donald Trump...



Quant au général fou de Stanley Kubrick, on le retrouve à la fin du film, assis à califourchon sur une bombe thermonucléaire larguée par un bombardier américain...

LES CONSTATS INQUIETANTS DE L'ASSOCIATION EXISTER

Samedi 1^{er} février, Exister, la principale association fécampoise d'aide aux salariés, a tenu son assemblée générale annuelle



Plusieurs constats particulièrement inquiétants ont été faits par Exister au cours de l'année 2024 : en premier lieu, l'explosion du nombre de fécampois qui ont poussé la porte des locaux de l'association, rue du grand moulin, à la recherche d'une aide face à leur souffrance au travail. Pour Jean-Claude Bunel, le président, d'Exister, plus de 95 % des dossiers d'inaptitude traités par l'association relèvent de causes psychologiques (burn-outs, harcèlements). Un constat accablant corroboré par le Dr Moron, psychiatre à Fécamp, qui s'est inquiété du nombre de consultations motivées par cette souffrance au travail. Maître Garraud, l'avocat d'Exister, analyse cette explosion des pathologies psychologiques comme la résultante de plusieurs phénomènes : bien, évidemment, « il y a de mauvais employeurs mais c'est surtout la pression sociale liée au contexte politique et économique qui impacte le ressenti de la population ». Maître Garraud pointe également du doigt le stress suscité dans la population par la réforme des retraites

Stress que vient encore renforcer la forte augmentation des fermetures d'entreprises constatée dans notre région en 2024. Il suffit de parcourir les annonces légales publiées chaque jour dans Paris-Normandie pour vérifier la montée de la marée noire des cessations d'activités. Pour sa part, Maître Garraud confirme qu'à Dieppe, c'est une hausse de 27 % des liquidations d'entre-

prises qui a été constatée en 2024

Autre phénomène noté par Exister l'année passée : le nombre croissant de dossiers concernant le logement. La plupart des fécampois en butte à ce genre de difficultés a été redirigée vers l'antenne de [la CNL, la Confédération Nationale du Logement qui s'est créée en 2024 à Fécamp](#). Par ailleurs, la disparition de la permanence de la CARSAT a entraîné mécaniquement une hausse du nombre de personnes qui sont venues chercher de l'aide auprès de l'association Exister pour leurs dossiers de retraite

Jean-Claude Bunel, le président, a par ailleurs indiqué avoir enregistré une augmentation de 20 % du nombre d'adhésions à l'association Exister « Depuis 30 ans, jamais le taux d'adhésion n'avait atteint ce chiffre. Triste record ». Un triste record qui en dit long sur les difficultés que rencontre les salariés et les retraités de Fécamp

Quant au fonctionnement d'Exister, Jean-Claude Bunel ne se fait guère d'illusions sur la possibilité de recourir aux emplois aidés, condamnés à terme par la politique actuelle du gouvernement

Et la mairie de Fécamp dans tout ça ? Arrivé au cours de l'Assemblée Générale, le maire David Rousel a bien voulu concéder que l'association joue un rôle de « prolongement de service public ». Il a rappelé, comme preuve de l'implication de la mairie dans le domaine social, le financement de permis de conduire pour les jeunes et la création du « Bureau de l'Emploi » municipal par Mme Poussier-Winsback. Dont chacun connaît le succès merveilleux, tout aussi merveilleux que celui de Pôle Emploi...

L'agglomération en eaux troubles, les contribuables boivent la tasse



En janvier 2023, les tarifs de l'eau à Fécamp et Valmont ont

été augmentés de 15 %, puis à nouveau de 10 % en janvier 2024, par l'agglomération présidée par M. Laurent Vasset, sous prétexte de travaux d'assainissements préconisés par le schéma directeur des eaux potables. Cela fait plusieurs mois que [le collectif Eau Bien Commun](#) réclamait ces documents pour vérifier ce qui pouvait justifier cette hausse de plus de 25 % en un an.

Jusqu'à ce que M. Vasset reconnaisse que ce schéma directeur n'existe pas... Ce n'est qu'en 2024, pour se conformer aux demandes de la préfecture que l'étude de ce fameux schéma a été débütée... mais toujours pas finie à ce jour.

On avait déjà connu l'affaire des ordures ménagères lorsque Mme Poussier-Winsback présidait aux destinées de notre agglomération. Chacun pourra constater que la tradition du grand n'importe quoi perdue au sein de notre agglomération. Et ce sont toujours les contribuables qui paient la note...

Saisi par le collectif Eau Bien commun, [les élus communistes, socialistes, écologistes et l'association « Printemps fécampois »](#), ont apporté leur soutien à leur demande d'abrogation de la hausse des tarifs de l'eau ainsi qu'à leurs exigences de transparence et de sérieux dans la gestion des dossiers de l'agglomération

Enquête

GRANDES MANŒUVRES CAPITALISTES AUTOUR DES LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES

Le mouvement social que connaît actuellement le laboratoire d'analyses médicales de Fécamp, suite à son rachat par un grand groupe adossé à des fonds financiers, a amené le Rouge-Gorge à enquêter sur les grandes manœuvres que vivent tous les laboratoires de France, avec, à la clé, des suppressions du 13ème mois, de la mobilité forcée, des fermetures de laboratoires



Six fois moins de structures en douze ans

À partir des années 2000, la concentration et la financiarisation des laboratoires d'analyses médicales, favorisée par l'évolution du cadre législatif, se sont accélérées. La Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) estime que le nombre de structures est passé de 2 525 en 2009 à 377 en 2021. Déjà, en 2011, le PCF avait identifié cette tendance lourde et avait donné l'alerte sur cette évolution (<https://www.humanite.fr/social-et-economie/sante/la-mort-sur-ordonnance-des-labos-de-proximite>). Aujourd'hui, on y est...

Jusqu'aux années 1980-1990, les laboratoires d'analyses médicales privés étaient de petites structures indépendantes. Les propriétaires, des biologistes, employaient une dizaine de salariés. Des techniciens effectuaient les prélèvements et les analysaient, les biologistes interprétaient les résultats. L'activité était

déjà très rentable.

Actuellement, six grands groupes adossés à des fonds d'investissements concentrent 62 % des laboratoires d'analyses médicales recensés en France : Biogroup-Lcd, Cerballiance, Inovie, Synlab, Eurofins, Unilabs. A Fécamp, [c'est Synlab qui a racheté l'été dernier notre laboratoire](#)

Leurs bénéficiaires sont colossaux. En 2021, le secteur déclarait un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros [2]. La biologie médicale représente le « premier exemple de financiarisation quasi intégrale d'une discipline médicale en France » résume Antoine Leymarie, doctorant en sciences sociales et spécialiste du sujet [3]. Les laboratoires privés d'analyses médicales employaient, en 2021, 52 219 salariés, dont 87 % de femmes, 28 % de techniciens B, 27,5 % de secrétaires, 15,5 % d'infirmiers, 8,5 % de techniciens A.

Dans les laboratoires d'analyses médicales, traquer la rentabilité dans chaque repli du travail

Réaliser toujours plus de profits : après ces vingt dernières années de concentrations, le mouvement de financiarisation du secteur se traduit par des réorganisations, une intensification du travail et une pression

.../...

La région de Normandie coupe les pattes à la mobilité

[Le Président de droite de la région normande, Hervé Morin, a décidé de suspendre la taxe « Versement mobilité régionale » due par les entreprises.](#) Ce faisant, ce sont 20 millions d'euros dont la Normandie va être privée pour financer les transports en commun. Rien de neuf sous le soleil de la droite : tout pour les patrons, rien pour le social et l'écologie

La Grande-Bretagne renationalise ses chemins de fer

Prise à la gorge par l'échec cinglant depuis 30 ans de la privatisation de ses chemins de fer, [la Grande-Bretagne vient d'enclencher le processus de leur renationalisation](#)

Les collégiens de Fécamp visitent le Sénat

[La sénatrice communiste Céline Brulin a accueilli au Sénat ce 7 février des collégiens fécampois en classe de la 6ème à la 3ème.](#) Une bonne occasion de leur faire découvrir le fonctionnement de la République Française



Enquête

.../...

sur les salaires. Témoignages sur le travail réel.

Dans le secteur de la biologie médicale privée, les appétits financiers sont ogresques : « *Le taux de rentabilité a atteint 23 % en 2021* », établit un rapport de la commission des Affaires sociales du Sénat [1]. La biologie médicale constitue désormais un « *investissement sûr, du fait de l'accroissement continu de la demande en soins et du haut niveau de socialisation de la dépense* ». Pour le dire autrement : les recettes sont assurées, puisque la Sécurité sociale rembourse les analyses...

Des lieux de prélèvements distincts des lieux d'analyse

Pour augmenter la rentabilité des laboratoires, les lieux de travail et les tâches des salariés ont été segmentés au fil des concentrations. Désormais, seuls les prélèvements sont réalisés dans les laboratoires de ville. Les tubes, soigneusement étiquetés, sont ensuite acheminés jusqu'à un plateau technique parfois situé à plusieurs dizaines de kilomètres. Souvent qualifiés d'« *usines à résultats* », ces plateaux sont constitués d'automates, qui peuvent tourner 24 heures/24 et 7 jours/7. Cette centralisation permet des « *économies d'échelle* », explique Samuel Zarka, sociologue qui étudie le bouleversement du travail dans les laboratoires [4].

Pour Muriel Morand, la secrétaire fédérale du syndicat CGT des Industries Chimiques, cette automatisation des plateaux techniques a rendu « *les métiers de moins en moins intéressants. Chacun a une tâche unique. Ce qui faisait l'attrait de la bio, c'était de pouvoir faire des expériences, d'avoir à reconnaître des cellules au microscope. Maintenant, ce sont les machines qui font ce travail-là. Nous, on s'assure qu'elles fonctionnent.* » De leur côté, ses collègues qui travaillent dans les centres de prélèvements déplorent toutes d'avoir perdu « *le côté humain* » de leur travail. Plus question

en effet de prendre le temps de parler avec les patients. Plusieurs utilisent le terme de « *maltraitance* ».

Des directions locales sans pouvoir de décision

Les biologistes, qui étaient auparavant patrons de leur entreprise, sont eux aussi devenus des salariés et ils ont perdu leur « *autonomie dans la politique des salaires, le recrutement et l'achat de matériel* », indique Samuel Zarka. Les élus du personnel se retrouvent donc face à des directions locales sans pouvoir de décision. « *Dès qu'on demande des augmentations, notre direction répond que ce n'est pas de son ressort* », déplore Régine, secrétaire et déléguée syndicale chez Synlab Provence.

« *Arriver à discuter avec les bonnes personnes* » est devenu un enjeu en soi, explique Annabelle, manager et déléguée syndicale CGT Biogroup Lorraine. Dans cette région, cela a constitué un motif de grève avant les négociations annuelles obligatoires. Même lors des négociations de branche, les organisations patronales sont représentées par des biologistes n'ayant aucun mandat pour négocier les augmentations de salaires, indique Murielle Morand.

Suppression du 13^e mois et annualisation du temps de travail

Dans des laboratoires qui ont fusionné, tous les salariés interrogés témoignent d'une baisse de revenu : suppression du 13^e mois systématique, des tickets restaurant ou de la prime de Noël... A Fécamp aussi. Certains rachats ont aussi été suivis d'un accord d'annualisation du temps de travail. Des salariés dont les heures supplémentaires étaient auparavant toutes rémunérées comme telles en ont perdu le bénéfice, et le décompte annuel des heures travaillées est pro- pice aux erreurs.....

Ces salariés signalent également la fin des embauches en CDI ou même en CDD pour des remplacements. Plusieurs décrivent les arrangements lo-

.../...

Bizarre

Etonnante déclaration de la secrétaire générale de la CFDT lors du 49.3 déclenché par le Premier Ministre pour faire passer son budget sans vote du Parlement : « [Socialement, c'est un budget injuste. Mais il est urgent de le mettre en place](#) ». Comprenez qui pourra...

LFI perd l'élection municipale de Villeneuve Saint Georges

[Gros crash pour Louis Boyard, le dirigeant Insoumis](#), qui espérait être élu maire de Villeneuve Saint Georges dès le 1er tour. Les commentaires les plus durs après sa défaite au second tour ont été le fait des anciens dirigeants de LFI exclus par Jean-Luc Mélenchon. C'est notamment le cas d'Alexis Corbière, pour qui « Cette élection était im- perdable de mon point de vue. Il y a eu un ton un peu arrogant de la part de la France Insoumise qui n'a pas permis l'union de la gauche. Il faut aussi s'interroger sur pourquoi les quartiers populaires ne sont pas venus voter et pourquoi ceux qui sont venus voter ont finalement préféré voter pour la droite ». Pour sa part, [le candidat communiste avait fait le choix de la responsabilité en se retirant et en appelant à voter pour Louis Boyard, malgré l'absence d'union à gauche](#)



.../...



caux mis en place pour « boucher les trous » plutôt que d'embaucher. Dans les laboratoires périphériques de son secteur, André [5], délégué syndical CGT de l'une des six multinationales qui dominent la branche, observe que des techniciennes font le travail des secrétaires ou des coursiers absents.

Le même poste... mais moins cher

Une autre façon de faire baisser la masse salariale est de pourvoir les postes avec des salariés moins rémunérés. « Désormais, expliquent ainsi des syndiqués CGT de Synlab Charentes, ce sont des techniciennes qui font les prélèvements qui étaient auparavant effectués par des infirmières. »

À Metz, Annabelle, déléguée CGT, est manager depuis bientôt quatre ans. Elle était auparavant secrétaire, a pris des responsabilités au moment du Covid-19 et a été promue. Aujourd'hui elle touche toujours son salaire de secrétaire, simplement rehaussé d'une prime de fonction de 300 euros brut. Certaines de ses collègues managers, qui étaient auparavant techniciennes, ont conservé leur salaire de base et perçoivent la même prime. Outre le fait qu'en cas de changement de poste, ces primes ne seront plus fondées, cela signifie que ces salariées, qui occupent aujourd'hui des postes identiques, ont des écarts de rémunérations non négligeables.

Plus d'analyses en moins de temps

Si les salaires n'augmentent pas, le volume d'analyses, lui, ne cesse de

croître : aujourd'hui, en France, 70 % des diagnostics médicaux s'appuient sur la biologie [6]. Conséquence : le travail s'intensifie.

« On ne doit pas dépasser vingt minutes pour un prélèvement à domicile », affirme André. « Si vous avez quatre rendez-vous, vous n'avez plus qu'à prier pour qu'ils soient tous dans la même barre d'immeuble », ironise-t-il. Le temps nécessaire à la réalisation d'une prise de sang dépend aussi de l'état des veines du patient : « Vous aurez beau être le meilleur professionnel, si vous tombez sur un patient qui a des veines dures, difficiles à piquer, vous avez besoin de temps. »

Pour augmenter la cadence, il n'est pas forcément besoin de consignes explicites. Le nombre de patients en salle d'attente suffit à faire accélérer des salariés soucieux d'effectuer leur travail au mieux. Solenn [7], secrétaire Inovie en Seine-Saint-Denis précise ainsi : « On a tellement été modelées que si une collègue va un peu lentement, on va le lui faire remarquer : "Tu ne vas pas passer trois heures sur un dossier !" »

Mais parfois le temps imparti ne suffit plus et le travail déborde. Les salariés de Synlab Charentes évoquent ainsi la semaine de l'une de leurs collègues. Celle-ci aurait normalement dû travailler de 13 h 30 à 22 h 30. Or elle a quitté son travail le mardi à 2 heures du matin, le mercredi à 4 heures et le jeudi à 1 h 45.

Mesurer les tâches pour grignoter le temps

Technicienne pour Cerballiance en Auvergne-Rhône-Alpes, Audrey [4] décrit un quotidien chronométré. Elle s'est rendu compte en vérifiant le dossier d'un patient qu'y figurait, pour chaque prélèvement effectué dans le laboratoire, le temps passé à réaliser le prélèvement et à enregistrer les résultats. Elle ne sait pas quel usage est fait de ces informations. Mais elle observe que « ces données existent. La

.../...

Les Urgences de l'hôpital une nouvelle fois fermées

Samedi 15 février, une fois de plus, le services des Urgences de l'hôpital de Fécamp était fermé. Oups, pardon, dans le jargon de l'Agence Régionale de Santé (ARS), les Urgences n'étaient pas fermées mais « régulées ». En clair, une seul et unique médecin. Et lorsque ce dernier sort avec le SMUR, aucun toubib aux Urgences. Notre hôpital est en grande souffrance. Comment peut-on accepter cela ? Imaginez un proche en détresse cardiaque ou respiratoire, avec une équipe médicale dans l'impossibilité d'intervenir avant une heure ? Soignants, patients, familles, ne restez pas silencieux. Demandez des comptes à l'ARS, au 02 31 70 96 96. Si nous restons silencieux aujourd'hui, ils en tireront demain la conclusion qu'un service d'urgence en moins ne dérange personne



Céline Brulin : indexer les salaires et les retraites sur l'inflation

La sénatrice PCF Céline Brulin a déposé une proposition de loi pour que les salaires et les retraites soient indexés sur l'inflation pour qu'ils ne soient plus grignotés par la hausse des prix. Une mesure nécessaire pour relancer l'économie. Macronistes et droite sont vent debout. Contre cette mesure

.../...

direction les traite ou pas. Mais elles sont utilisables ».

À Biogroup Lorraine, des « pesées de temps » ont eu lieu, explique Annabelle, sur la base desquelles ont été déterminés les besoins en personnel des différents sites. Si, au départ, le nombre de salariés présents correspondait effectivement aux besoins, « maintenant qu'il y a moins de personnel, cela n'est plus le cas ».

L'informatique enregistre le nombre de dossiers traités sur chaque site de prélèvements. C'est sur cette base qu'a été prise la décision de fermer, durant l'après-midi, 31 des 60 laboratoires de la région. Si l'affluence diminue en deuxième partie de journée, l'activité n'est pourtant pas nulle : des patients viennent chercher des résultats d'analyse ou un flacon, poser des questions sur des résultats qu'ils n'ont pas compris. Le problème est que tout cela « ne se voit pas informatiquement », souligne Annabelle. En effet, « les pesées ne sont jamais faites sur le nombre de patients qui passent la porte ».

Davantage de sous-traitance, de travail de nuit, le dimanche, en CDD

Le rapport de branche 2022 [8] dresse un constat sans appel de la dégradation des conditions de travail de tout un secteur. On y apprend que le recours au travail de nuit croît avec la taille des laboratoires. En 2021, dans les laboratoires de moins de 50 salariés, 40 % y avaient recours, tandis que c'était le cas dans 90 % des laboratoires employant 200 salariés et

plus. Idem pour le travail le dimanche : il concerne la totalité des laboratoires de plus de 200 salariés, contre seulement la moitié de ceux de moins de 200 salariés. Les plus grosses entreprises font aussi davantage appel aux Cdd (79,5 %) que les petites (67 %). Même chose pour la sous-traitance : 62 % des laboratoires de 200 salariés et plus y ont recours, contre 40 % de ceux de moins de 50 salariés.

Cette dégradation générale a pour conséquence un turn-over important. Ainsi, à Synlab Charente, sur la période 2019-2023, 40 des 68 départs (soit 59 %) étaient des démissions, à mettre en regard du nombre de salariés : 149. Les absences pour maladie sont aussi en hausse, particulièrement dans les plus grosses structures. Là aussi, indique le rapport de branche, ce « nombre par salarié croît avec la taille des laboratoires, allant de 0,44 pour les structures de moins de 49 salariés à 0,91 pour celles de plus de 200 salariés. »

Partout en France, cette dégradation des conditions de travail se traduit par des grèves de mieux en mieux coordonnées à l'échelle de groupes multilocalisés. Mais attention aux imitations : les directions des laboratoires disent régulièrement, elles aussi, faire « grève ». Ce sera par exemple le cas à partir du 23 décembre 2024. Il s'agit en fait de fermer des sites pour défendre les profits réalisés en creusant le déficit de la Sécurité sociale. Le bras de fer ne fait que commencer.

Lucie Tourette

Le mystérieux héritage de Marine Le Pen

Début 2024, [la patronne du Rassemblement National a hérité d'un somptueux appartement de standing sur les hauteurs de Cannes](#), au Château Montjoli, revendu plus de 1 million d'euros. La défunte, de 94 ans avait décidé de faire de Marine Le Pen sa légataire universelle, dans des conditions qui n'ont pas encore été totalement élucidées. Les héritages juteux, une vieille histoire dans la famille Le Pen. Le père, [Jean-Marie Le Pen avait lui-même constitué son trésor de guerre grâce à l'héritage que lui avait légué Hubert Lambert dit Saint Julien, riche industriel](#), au grand dam de la famille. Grande bourgeoisie et le clan Le Pen, c'est une affaire qui roule...

Nouvelle boulette de Jordan Bardella

Plongé dans ses obsessions racistes, Jordan Bardella a perdu une bonne occasion de se taire en affirmant au micro d'Europe 1 / Cnews que 40 % des Algériens venant en France le font pour se faire soigner gratuitement. [Une affirmation complètement bidonnée par le leader d'extrême-droite](#). En fait, seuls 0,21 % des visas délivrés l'ont été pour des soins médicaux...

Éric Zemmour à nouveau devant les tribunaux

Ce 12 février, [l'autre leader d'extrême-droite comparaisait pour « contestation de crime contre l'humanité » après avoir affirmé que le maréchal Pétain avait sauvé des juifs](#)

Débats houleux au sein du NFP



Cela fait au moins 20 ans que les mêmes débats agitent la gauche : faut-il refuser toute entorse à son programme pour éviter les compromissions ou bien faut-il essayer d'arracher au libéralisme quelques petites victoires ?

Ce débat à gauche est revenu sur le tapis et a été particulièrement houleux lorsque s'est posée la question de censurer ou pas le gouvernement de François Bayrou, comme l'avait été celui de Michel Barnier. Les Insoumis se sont arc-boutés sur la première option alors que les socialistes ont fait le choix, solitaires, de la seconde. Pour leur part, communistes et écologistes ont décidé de voter la censure, tout en annonçant vouloir continuer à négocier avec l'exécutif sur les budgets de la France.

Depuis ce choix de la majorité des députés socialistes (58 députés sur 66), le ton est monté d'un cran au sein du Nouveau Front Populaire, [Jean-Luc Mélenchon décidant, seul, d'exclure le PS du NFP : « le PS, à l'évidence, n'est plus un partenaire. Les socialistes ont rompu l'union »](#). Pour Manuel Bompard, le bras droit de Mélenchon, le vote des socialistes signe « le retour de la gauche du reniement qui abandonne ses engagements devant le peuple ». Point d'orgue : un photomontage scandaleux associant Olivier Faure et Marie Le Pen. Réponse

immédiate d'Olivier Faure, le premier secrétaire du PS : « Si, à chaque désaccord, Jean-Luc Mélenchon organise une purge, il finira tout seul. Le NFP, ce n'est pas un parti unique mais une coalition. Notre liberté est de nous définir par nous-mêmes » pendant que l'ancien président de la république socialiste François Hollande décidait de jouer sa propre partition en déclarant au journal « La Tribune du Dimanche » : « C'en est fini de la position irrespectueuse et arrogante de la France Insoumise au sein du NFP. L'alliance électorale a été précieuse en juin 2024 et ne peut être instrumentalisée au service d'une seule personne et d'une seule famille politique », précisant « en 2027, il y aura deux offres à gauche »

Fatigués d'être pris en sandwich entre les ambitions de Jean-Luc Mélenchon et de François Hollande, beaucoup d'élus du NFP appellent à faire redescendre la pression. Pour un parlementaire « Tous deux préparent la présidentielle et veulent donc surli-gner leurs différences. Ils redessinent le scénario des gauches irréconciliables. Ce qui empêcherait la victoire de la gauche ». « Les gens en ont marre qu'on s'engueule, qu'on se sépare et qu'on se retrouve. Au moins, à droite, ils savent débattre sans claquer la porte » s'agace l'écologiste Cyrielle Chatelain. Pour le sénateur communiste Ian Brossat « les divergences stratégiques ne doivent pas servir à ériger des digues. Les données de l'équation n'ont pas fondamentalement changé : puisque le risque de l'extrême-droite existe toujours, le besoin de rassemblement demeure ». [Un appel convergent avec celui que viennent de lancer plusieurs centaines de responsables syndicaux...](#)

Bolloré, Ciotti : coup de pouce en douce

Selon le journal « Libération », la société de communication Progressif Media, liée au groupe de l'affairiste Vincent Bolloré, familière de la fachosphère et logée dans les locaux du « Journal du Dimanche » et d'« Europe 1 », a prêté [main forte aux candidats d'Eric Ciotti, l'ancien patron du parti de droite « Les Républicains », lorsque ce dernier a rallié Marine Le Pen](#)

Un « sage » pas très net

Il fallait pourvoir au remplacement de Laurent Fabius au sein du Conseil Constitutionnel, le « conseil des sages » de la République. Mais surtout [Macron voulait recaser Richard Ferrand, un des piliers de la Macronie. Grâce à l'abstention bienveillante du RN, c'est chose faite. Malgré sa mise en examen lors de l'affaire des Mutuelles de Brest, malgré son absence de réelle expérience juridique.... Derrière cette élection scandaleuse, \[quel deal secret y a-t-il eu entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron ?\]\(#\)](#)



Avec les communistes, devenez acteur du Nouveau Front Populaire

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'**Humanité** pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :

Pour suivre l'actualité politique au quotidien

Cliquez ici



Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici



Le journal l'Humanité :

Cliquez ici



Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

Cliquez ici



La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici



La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici



La page Facebook d'Edouard Benard, député de Seine-Maritime :

Cliquez ici

